

D^R ISABELLE CHEVALLEY PRÉSIDENTE D'ÉCOLOGIE LIBÉRALE

Limiter l'importation des véhicules trop polluants



L'initiative des jeunes Verts «pour des véhicules plus respectueux des personnes» mérite d'être soutenue. Elle demande que les voitures de tourisme nouvellement importées en Suisse n'émettent pas plus de 250 g CO₂/km.

La réduction des émissions de CO₂ produites par le trafic automobile commence par l'arrêt de la mise en circulation de véhicules inutilement polluants. Il en va de même de la limitation de la vente des appareils électroménagers et électroniques trop gourmands ainsi que des lampes à incandescence, qui sont d'un autre temps. Les nouvelles technologies sont là, les anciennes doivent leur faire de la place.

La limite de 250 g de CO₂/km fixée par l'initiative est plus que raisonnable. Elle ne touche pas les voitures dites familiales ni les voitures

à quatre roues motrices en particulier, contrairement à ce que dit constamment la presse. Elle concerne uniquement les grosses cylindrées et/ou les voitures très lourdes.

On peut se poser de sérieuses questions quant à l'effet des incitations; faire payer aux véhicules polluants des taxes supplémentaires ne suffit pas. «Libéral» signifie responsable: interdire la mise en service de véhicules polluants n'attente pas à une liberté fondamentale. D'ailleurs, aujourd'hui déjà, on ne peut pas mettre en circulation n'importe quel véhicule: il faut qu'il respecte certaines normes. L'initiative demande juste que l'on diminue progressivement ces normes afin de se diriger vers des véhicules plus respectueux de l'environnement.

Les enjeux planétaires qui nous attendent dépassent largement nos petits caprices per-

sonnels. Cette limite est la moindre des choses que nous pouvons et devons faire. Nous ne pouvons pas renoncer à une mobilité motorisée individuelle, mais nous devons la rendre plus durable. Les normes législatives sont là pour montrer aux constructeurs le chemin que les Etats veulent prendre. Ils s'adapteront, comme ils l'ont toujours fait.

Les technologies nouvelles sont là, il faut qu'elles arrivent plus rapidement sur le marché, quitte à les y aider. C'est ce qu'a décidé la France en octroyant une aide gouvernementale aux véhicules peu polluants et en taxant les autres. La Suisse en cause, comme d'habitude. A quand l'action?

Les mesures contraignantes qui visent à éliminer les sources de pollution ou de gaspillage d'énergie sont un acte de responsabilité à l'endroit des générations futures.